

## COMMÉMORATIONS REVOLUTIONNAIRES ET CONJONCTURE POLITIQUE

Notre intention primitive était de traiter du cent cinquantième anniversaire de la Révolution française à Marseille et en Provence, voire même en Corse.

Mais les documents et travaux rassemblés après deux ans d'enquête étaient devenus si abondants que leur synthèse aurait exigé, sinon un colloque spécial, tout au moins une communication beaucoup trop longue.

En conséquence, nous avons préféré recourir à des variations plus générales sur le thème Commémoration et Conjoncture en partant d'une double constatation : tout d'abord, aucune commémoration n'est totalement innocente ou désintéressée quant à ses finalités, à ses promoteurs, organisateurs et collaborateurs ; en second lieu, comme elle doit être préparée assez longtemps à l'avance, cette commémoration ne peut prévoir dans quel climat politique elle sera célébrée. Elle n'est même pas à l'abri de l'accidentel, comme en témoigne la mort récente et tragique de Monsieur Michel Baroin qui avait été conjointement désigné par l'Élysée et par Matignon pour coordonner l'ensemble des initiatives et des travaux déjà en cours (président de la commission de coordination du Bicentenaire)<sup>1</sup>.

On ne sait donc pas quel président de la République, quel gouvernement et, surtout, pour Marseille, quelle municipalité célébreront les manifestations prévues puisque les élections municipales auront, lieu en principe, au mois de mars 1989.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'après 36 ans de pouvoir local à direction socialiste, la bataille s'annonce comme particulièrement serrée.

---

1. Michel Baroin, tué dans un accident d'avion en Afrique, le 5 février 1987, avait, quelques mois auparavant, envisagé non pas « une célébration passiste... mais l'exaltation de ce qui, dans la Révolution française a constitué un progrès humain... et qui pourrait déboucher sur une nouvelle Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen... pour tout ce qui dépend du respect de la fraternité humaine avec des pays pour lesquels la France peut redevenir un phare spirituel et intellectuel... Que ce soit aussi la fête de la vie, de la créativité et du prestige français adapté à notre temps ». (*Le Provençal*, 15 novembre 1986). M. Baroin a été remplacé par le Président Edgar Faure dont nul ne conteste un encyclopédisme digne du siècle des Lumières et qui a publié – entre autres ouvrages – un livre remarquable sur Turgot.

Autre singularité à souligner : 1989 sera placé sous le signe du Bicentenaire de la Révolution française *et* de la Déclaration des Droits de l'Homme, ce qui semblait aller de soi jusqu'ici. Le fait d'associer au 14 juillet 1789 cette déclaration votée le 26 août par la Constituante confirme bien l'influence des préoccupations de nos contemporains sur un problème qui sensibilise l'opinion publique, la jeunesse surtout, et fait l'objet d'un enjeu politique d'envergure mondiale. N'est-ce pas vouloir rendre à la Déclaration de 1789 sa dimension et sa valeur universelle ? Sur les idées forces de la Liberté, plus que de l'Égalité, sans doute et – surtout, de la Fraternité ? Cette dernière, apparue seulement en 1848, dans la devise républicaine, n'inspire pas spécialement les rapports internationaux et sociaux en cette fin de siècle...

\*  
\*\*

Pratiquons donc allègrement l'histoire régressive pour évaluer la conjoncture du 14 juillet 1939. A dire vrai, sous la façade d'un gouvernement d'union nationale, celui du « jacobin » Daladier, chacun célèbre séparément son cent cinquantième anniversaire. Le gouvernement et l'opinion étaient, en fait, davantage préoccupés par la tension diplomatique et la menace de guerre qu'avec l'affaire de Danzig l'impitoyable dynamique hitlérienne faisait à nouveau peser sur l'Europe<sup>2</sup>. Les cérémonies officielles furent imposantes, destinées, surtout, à montrer la puissance militaire de la France, mais les comptes rendus et commentaires de la presse de droite surtout, qu'elle soit extrême, nationaliste ou libérale, sont assez dissemblables. Ainsi, *Le Petit Marseillais* du 15 juillet insiste beaucoup plus sur les cérémonies du 14 juillet 1939 proprement dit, avec « le splendide défilé militaire dans la capitale », que sur le 150<sup>e</sup> anniversaire. Devant l'Autel de la Patrie dressé au bas du Fort Saint-Nicolas, à Marseille, les rappels historiques de ce quotidien privilégient davantage le 14 juillet 1790 et La Marseillaise de 92 que 1789 ou 1793.

Quant à *Marseille-Matin*, nettement plus patriote, il appelle tous les « partis nationaux », y compris le P.S.F. et le P.P.F., à se rassembler en masse devant cet Autel, et veut chercher surtout, dans l'héritage révolutionnaire, « une leçon d'héroïsme », unissant « les victoires militaires de Valmy et de Verdun dans un esprit sacré de communion. »

Il titre, le 14 : « La commémoration est placée sous le signe de la nation », d'un sentiment national heureusement retrouvé après avoir « été dénaturé par le Front Populaire ». Le titre du numéro de la veille était dans

2. C'est le 28 avril, qu'Hitler revendique Danzig, Le 4 mai, Déat publie dans *L'Oeuvre*, son célèbre article, « Mourir pour Danzig » et, le 21 juillet, paraphrasant peut-être Giraudoux, un socialiste pacifiste, Julien Peschadour écrit, dans *Le Pays Socialiste* : « La guerre ne doit pas avoir lieu pour Danzig. Elle n'aura pas lieu ».

le même ton : « Vingt ans après, un nouveau cortège de gloire a traversé Paris ». C'est le rappel d'une victoire, d'une armée enfin retrouvée, après tant d'errements néfastes et de « manque de ferveur patriotique. »

Sont associés dans un même hommage Carnot et Barère, les poilus de 1919, et l'armée moderne que la foule acclame en 1939<sup>3</sup>. Après avoir montré le contraste entre le grand rassemblement national et les cortèges grotesques, les « mascarades » de la gauche, le journal de Jean Fraissinet se réjouit de voir la France « impressionner Hitler et l'Allemagne [...] ». En 1919, nous avons gagné la guerre, en 1939, nous avons gagné la paix. »

Seul, *Le Petit Provençal* réserve un titre en pleine page, le 14 juillet : aux : « Fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française, 1789-1939 » avec, en sous-titre : « La France, confiante et forte, célèbre le 14 juillet de la Paix et de la Liberté ».

Sur ces quelques réminiscences du 14 juillet 1935, le journal de la gauche greffe le tableau d'une révolution démocratique en soulignant « son œuvre d'émancipation humaine et de progrès ». Il publie par ailleurs, chaque jour, les communiqués des organisations de gauche tout en déplorant les excès de l'extrême-droite. Il invoque plutôt Mirabeau et Sieyès que Robespierre, mais mentionne toutefois *l'Histoire socialiste de la Révolution française* de Jean Jaurès.

Mais la gauche, une fois de plus divisée, organisa à Marseille, par exemple, des défilés séparés, celui de la S.F.I.O. et celui, plus important, du Parti communiste<sup>4</sup>. La première était doublement affaiblie par ses coupures internes, péniblement camouflées au congrès de Nantes (27-30 mai 1939) et, à Marseille, par sa mise à l'écart récente du pouvoir municipal. Quant au second, il anima un cortège depuis les allées du Prado jusqu'au monument des Mobiles, en passant par la rue de Rome, le cours Saint-Louis et la Canebière. Il y eut également un grand banquet de la Jeunesse Communiste au Brébant Marseillais. Partout, dans les différents quartiers de Marseille, se tenaient des meetings. Ce 14 juillet fut l'occasion d'une grande fête : fête du peuple et de sa Révolution. Fernand Pauriol écrit à ce sujet : « Aujourd'hui 14 juillet, c'est le peuple de France uni qui rend hommage à la Révolution Française. Nous autres, communistes, héritiers de tout ce qui est progressif dans l'Histoire de notre pays, représentants de la classe ouvrière, pionniers de l'union du peuple de France contre ses ennemis traditionnels, nous nous réjouissons d'un tel hommage. Nous sommes fiers d'avoir donné à la commémoration de ce 150<sup>e</sup> anniversaire, l'impulsion nécessaire. Car la

3. Avec, tout de même, une ovation plus grande au passage de la Légion étrangère, dont c'est la grande époque, tant au cinéma que dans la chanson populaire.

4. Rares furent les cas de manifestations communes comme celui du quartier ouvrier de Saint-Mauront, d'après les souvenirs de Philippe Demaurizi, alors secrétaire de la 3<sup>e</sup> section du P.C. avec le concours de son homologue S.F.I.O., Paul Julien. De même, à Aix, on trouve, côte à côte, Max Juvéval, socialiste, et Lucia Tichadou, communiste.

Révolution Française est au peuple et à lui seul. »

Cet article du rédacteur en chef de *Rouge-Midi*, paru le 14 juillet 1939, un vendredi – le plus fort jour de vente pour ce bi-hebdomadaire – est bien dans la ligne de *L'Humanité*, et, aussi, des *Cahiers du Bolchevisme* dont le numéro du mois de juillet est entièrement consacré à la Révolution <sup>5</sup>.

En Corse – plus directement concernée par les revendications italiennes – dans son rapport présenté à la conférence régionale de Porto Vecchio, Raoul Benigni <sup>6</sup> rappelle, dès le début, avec « quel enthousiasme le peuple corse suivit le peuple de France dans la révolution de 1789 » <sup>5</sup>.

Mais revenons à Marseille dont le statut, bien avant la Corse, est devenu, alors, très particulier. On pourrait dire – toutes proportions gardées, bien sûr – qu'en juillet 1939 les Marseillais sembleraient plus proches de leurs aïeux de la commune « Sans-Nom » (janvier 1794) que des ardents propagateurs de La Marseillaise au mois d'août 1792. La municipalité Tasso, en effet, a été mise en tutelle depuis le mois de mars 1939 et se trouve dirigée par une équipe de « technocrates » parisiens, sous les auspices du préfet-administrateur Surleau que le doyen d'âge du Conseil, Rémi Roux, a accueilli comme « un gouverneur colonial », dans son discours de réception, à la mairie, le 26 avril !

Surleau tente de profiter de la solennité de l'événement qui s'annonce pour lancer un appel à l'union et à la concorde, en sa qualité de président responsable des cérémonies et des fêtes locales qui vont s'étendre du 5 au 14 juillet. Mais il n'en reste pas moins la cible favorite d'hebdomadaires comme *Massalia* et surtout *Le Bavard*, qui titre, le 8 juillet : « Les Marseillais vont célébrer le 150<sup>e</sup> anniversaire de la conquête de la liberté ». Nombreuses sont les caricatures qui brocardent, par exemple, l'abbé Surleau officiant devant l'Autel de la Patrie, ou, sous les traits du bourreau, l'exécuteur de « la commission de la Hache », c'est-à-dire des suppressions d'emplois.

Quand à *Massalia*, les 5 et 19 juillet, il accuse le gouvernement Daladier « d'avoir escamoté le véritable sens de la commémoration du 14 juillet, de l'avoir vidé de son contenu révolutionnaire, d'avoir consolidé

5. Revue mensuelle, n° 7, 16<sup>e</sup> année, pp. 897 à 1104. Or, le n° 8, celui du mois d'août, adopte pour la première fois, le nouveau titre de *Cahiers du Communisme*, plus conforme à l'image d'un P.C. français très patriote. Mais, par une ironie du destin, ce changement survient au moment précis où, après le pacte germano-soviétique, le Komintern va demander aux communistes français de se « rebolcheviser » d'urgence contre « la guerre impérialiste », cf. aussi, sur ce point : *Le Parti communiste français des années sombres 1938-1941* (s.l.d. de J.-P. Azema, A. Prost et J.-P. Rioux), Paris 1986.

6. *Le peuple corse est contre le fascisme*, rapport du 7 janvier 1939, brochure de 56 pages éditée par le Comité central du P.C.... Dans sa préface, François Billoux en évoquant le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution, définit le cas particulier de la Corse et dénonce les agents du fascisme hitlérien parmi lesquels il englobe « La Muvra », mouvement autonomiste de l'époque.

d'autres Bastilles... et confisqué une fête révolutionnaire au profit d'une unité factice... d'une bourgeoisie détentrice du capital financier et toujours au pouvoir... grâce à la trahison des radicaux. »

Et, bien entendu, cet organe traditionnel des libertés marseillaises s'acharne également contre Surleau et ses fonctionnaires accourus depuis la capitale.

Certes, le préfet Surleau ne peut pas être comparé à Maignet mais, pour comble d'ignominie, voici que, quinze jours à peine après le 14 juillet, Marseille est publiquement dénoncée et mise au ban de la nation par Paul Reynaud dans son discours radiodiffusé du 29 juillet. Une autre série de décrets-lois frappe le corps des sapeurs-pompiers, ainsi que le personnel des hospitaliers et des traminois marseillais. Elle réussit même à faire l'unanimité du conseil municipal tout entier avec sa minorité d'élus sabianistes et de droite<sup>7</sup> ! En même temps, des meetings et des actions syndicales sont menés en commun, au mois d'août, par les socialistes et les communistes, momentanément réconciliés.

Notons, dans un tout autre domaine, qui relèverait, aujourd'hui, du quotidien culturel, l'organisation d'une très belle exposition : « Rétrospective pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française », au musée Cantini, en juillet 1939, où 337 pièces diverses sont présentées au public, sous huit rubriques d'après le catalogue<sup>8</sup>.

\*  
\*\*

Il y aura donc bientôt un siècle, fut célébré le premier centenaire de la Révolution par une III<sup>e</sup> République officiellement installée, en fait, depuis à peine dix ans<sup>9</sup>. Là encore, la situation est peu banale. Sur le plan national, la campagne boulangiste, qui a atteint son point culminant le 27 janvier 1889, se poursuit avec vigueur – malgré le départ du général pour Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril – dans l'espoir d'une victoire aux élections législatives au mois de septembre. Or les cérémonies du Centenaire<sup>10</sup> ont été prévues en deux temps : le 5 mai, ouverture des Etats généraux et le 14 juillet. Leur caractère festif, d'après le programme prévu à Marseille, sous une municipalité modérée, celle de Félix Baret, semble plutôt teinté de médiocrité et de déception si l'on se réfère à la majorité des journaux de l'époque. On retrouva les réjouissances habituelles : revues, régates, joutes nautiques, courses de taureaux, bals et illuminations, avec une fête vénitienne nocturne

7. Réélue en février 1939, lors d'une consultation municipale partielle.

8. *La Révolution de 1789 à Marseille*, Marseille, 1939, 42 p. (préface de Marius Dubois).

9. Ce fut en 1879 seulement, on le sait, que le 14 juillet (1790) et La Marseillaise furent respectivement décrétés fête et hymne officiels de la nation.

10. Organisés selon les instructions du ministre de l'Intérieur Constans, récent « tombeur » du général Boulanger.

assez confuse et un feu d'artifice qui d'après *Le Soleil du Midi*, du 15 juillet « s'est terminé en queue de poisson »<sup>11</sup>.

Marseille fera beaucoup mieux, dix ans plus tard, pour fêter le 2500<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation<sup>12</sup>.

Quant à la conjoncture politique, il est surtout intéressant de souligner comment la droite marseillaise, qu'elle fut ou non boulangiste, tenta de revendiquer – ou de récupérer, comme on voudra – la mémoire révolutionnaire en insistant sur l'importance du rôle de la noblesse libérale dans la convocation décisive des Etats généraux.

En effet, dès le 13 janvier 1889, s'était formée une commission d'enquête du Centenaire de 1789 dont faisait partie, entre autres, les comtes de Verclós, de Villeneuve-Flayosc, de Villechaize, le baron de Gombert ainsi que le riche industriel royaliste Félix Fournier et l'armateur Henry Bergasse.

Leur journal, *Le Soleil du Midi*, lui fit, du 19 janvier au 7 mai, une importante publicité en diffusant les questionnaires élaborés par cette commission pour comparer « l'état social » de la Provence dans l'intervalle d'un siècle. En réalité, il s'agissait surtout d'exprimer les Cahiers de doléances de 1889.

Dans ce but, une « Assemblée des Etats de Provence fut solennellement convoquée à Aix, sous l'ombre géante de Mirabeau, les 4 et 5 mai 1889. La liste des signataires est beaucoup plus imposante puisqu'elle émane de toute la région, jusqu'à Nice. On dénombre 38 noms à particule – et non des moindres – tels les de Castellane, de Montgrand, de Panisse-Passis, de Sabran-Pontevès, de Villeneuve de Bargemon, etc.

Cette allusion aux souhaits de profondes réformes en 1789 n'est pas, on s'en doute, en rapport avec celles que l'on réclame un siècle plus tard, et que résume bien le triptyque : Dissolution, Constituante, Révision.

D'autres, en revanche, à gauche, préfèrent célébrer le 20 juin 1789, tels des radicaux proches de la Franc-Maçonnerie, comme Armand Bédarride (futur grand-maître de la Loge de La Réunion des Amis Choisis, en 1896, et conseiller municipal de Flaissières.) Meetings et banquets sont donc organisés pour commémorer le Centenaire du Serment du Jeu de Paume : « glorieux anniversaire de cet événement qui fut, en quelque sorte, la préface de notre Grande Révolution ». (*Le Radical*, 21 juin 1889). Cette journée n'a pas été oubliée, non plus par les boulangistes du Comité révisionniste des Bouches-du-Rhône.

11. Cf. *La célébration du centenaire de la Révolution française à Marseille*, mémoire de maîtrise soutenu sous la direction d'Eliane Richard et d'Antoine Olivési, par Agnès Irigoyen, 2 vol. dactyl. 138 + 56 p. d'annexes, Aix, 1985.

12. Du 4 au 22 octobre. Bertas, il est vrai, disposait d'un budget de 400.000 francs alors que Baret n'en avait obtenu que 100.000. Cf. A. Olivési, *La carrière politique de Pierre Bertas (1895-1902)*, in « Provence Historique », fasc. 64, avril-juin 1966, p. 194.

Quant aux Socialistes, c'est au 10 août 1792 qu'ils accordent la préférence. Dans *Le Petit Provençal* du 11, Pierre Roux évoque les nombreux cercles qui fêtent « ce mémorable anniversaire... dernière journée de la royauté et de l'Ancien Régime ».

Mais la plus grande attraction vint surtout de l'Exposition Universelle qui s'ouvrit le 5 mai, et qui fut, on le sait, un succès pour la République. A Marseille, le général Boulanger, candidat de principe lors d'une élection cantonale, fut battu par le radical Chanut (futur maire), le jour même où – par un double hasard de la chronologie – mourut, le 4 août 1889, Félix Pyat qui avait été élu, l'année précédente, député des Bouches-du-Rhône<sup>13</sup>. Aux élections générales du 22 septembre-6 octobre, en revanche, Marseille enregistra la double défaite de la droite et de l'extrême-gauche, puisque deux candidats socialistes s'affrontèrent à la Belle-de-Mai et perdirent, au profit d'un radical, un siège de député tout imprégné, si l'on peut dire, de tradition révolutionnaire. En effet, qu'il s'agisse de Clovis Hugues, élu depuis 1881, mais séduit comme beaucoup d'autres par le boulangisme, ou de Félix Pyat dont toute la carrière politique et l'œuvre littéraire sont marquées par l'esprit de 1789, le départ du premier à Paris et la mort du second, provoquèrent cet affrontement entre le leader d'une autre Révolution, marxiste et internationaliste, Jules Guesde et le porte-drapeau d'un socialisme « français » et communaliste, Eugène Protot se réclamant ouvertement de Pyat et de la « grande révolution française ». Car c'est en juillet 1889, aussi, ne l'oublions pas, qu'est en train de se fonder, à Paris, la II<sup>e</sup> Internationale. Pendant la campagne électorale, à Marseille, Eugène Protot accusa Jules Guesde d'être « un agent salarié de l'Allemagne », et d'avoir « déserté la patrie en ses jours de détresse et de deuil ». Et il écrira, trois ans plus tard : « Le marxisme a échoué le Socialisme français dans une bénigne et méprisante philanthropie ».<sup>14</sup>

\*  
\*\*

Remontons encore un demi-siècle : en 1839, c'est le premier cinquantenaire, mais non officiel, de la Révolution. Certes, le régime en place en est plus ou moins l'héritier puisque le roi des Français a adopté le drapeau tricolore. Toutefois, il préfère célébrer le 1<sup>er</sup> mai, la Saint-

13. Au scrutin de liste départemental, le 28 octobre, alors que le scrutin uninominal est rétabli pour 1889.

14. Sur ces deux militants, voir le *Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier Français*, t. 14, p. 322, pour les citations de Protot, et t. 12, pp. 347-358 pour Jules Guesde. On trouvera aussi, dans l'ordre alphabétique et chronologique à la fois, dans leurs séries et volumes respectifs, les biographies de Barbès, M. Bernard, Blanqui, Buchez (et P.C. Roux), Cabet, David d'Angers, Laponnerayre, Bertas, Flaissières, Cl. Hugues, F. Pyat, Pierre Roux, G. Sorel, R. Benigni, F. Billoux, Ph. Demaurizi, (t. 1 à 25). La publication (t. 28, fin 1986) continue...

Philippe<sup>15</sup> et plus encore, les Trois Glorieuses, chaque année, à la fin du mois de juillet, les 28, 29 et 30.

Or, la première partie de cette année 1839 est aux antipodes d'une conjoncture politique tranquille. Il y a, tout d'abord, la crise latente qui finit par provoquer la démission du ministère Molé, en partie sous les coups de boutoir du député légitimiste marseillais, Berryer, et des intrigues de son compatriote, Adolphe Thiers, qui intervint treize fois contre Molé dans le débat sur l'Adresse<sup>16</sup>.

Après la dissolution de la Chambre par le roi, – décidément ces anniversaires tombent toujours en période électorale – le renouvellement des députés s'effectue selon le système censitaire de l'époque, un mois plus tard, et donne des résultats si incertains que la France va connaître une crise gouvernementale d'une durée sans précédent (67 jours). Si Thiers a été réélu facilement à Aix, à Marseille, en revanche, et dans le reste du département, ce sont les légitimistes qui l'emportent et seul Reynard, candidat ministériel, conserve son siège marseillais, « dans son bourg pourri » du collège de Marseille-Sud<sup>17</sup>. C'est lui qui est chargé d'inaugurer officiellement, le 1<sup>er</sup> mai 1839, un jour de fête donc, l'Arc de Triomphe de la Porte d'Aix dont les bas-reliefs sont enfin dévoilés devant la population. Ils illustrent les grandes batailles, savamment graduées, de la Convention, du Directoire, du Consulat et de l'Empire, à savoir : Fleurus, Heliopolis, Marengo, et Austerlitz<sup>18</sup>.

Ce monument fait aussitôt l'objet d'une polémique politico-culturelle entre *La Gazette du Midi* légitimiste et *Le Sud* orléaniste<sup>19</sup>, tant sur le choix des sculpteurs que sur les thèmes retenus. Il est certain que l'artiste local, Ramey, est préféré à David d'Angers, rarement venu à Marseille, et politiquement classé trop à gauche. Quant à l'évocation de la Révolution elle-même, elle se limite à quelques articles parus dans *Le Sud*, *La Gazette* et aussi *Le Sémaphore*.

Pour le journal « carliste », ou « Henriquinquiste », si l'on reprend les termes du *Sud*, qualifié, lui-même, par son concurrent « d'organe ministériel

15. On pourrait épiloguer sur les destinées futures de cette date qui, en l'espace de deux cinquantenaires également, va devenir d'abord la journée internationale des revendications ouvrières (1<sup>er</sup> mai 1890) puis la fête du Travail coïncidant avec la résurgence de la Saint-Philippe, sous le régime de l'Etat Français.

16. En réponse au discours du trône ; cf. le récent ouvrage de Pierre Guiral, *Adolphe Thiers*, Paris, 1986, p. 153 ; Thiers fut réélu sans concurrent, à Aix ; cf. aussi, *La Gazette du Midi* des 16 et 22 janvier 1839 (texte intégral du discours de Berryer).

17. *La Gazette du Midi* du 4 mai 1839.

18. Ils décorent les faces nord et sud de cet arc, sur lequel on peut voir, aussi, outre diverses allégories, un bas-relief relatif à la prise d'Alger, dans un quartier où les Maghrébins sont aujourd'hui très majoritaires.

19. *Le Sud*, dirigé par Jules Barile, avait pris la suite du « ci-devant » *Garde National*. Le 3 mai, S. Berteaud, consacre une longue chronique à la description critique des bas-reliefs.

ou de feuille de la préfecture », c'est le 15 juillet et non le 14 qui mériterait d'être célébré puisque c'est le jour de la Saint-Henri<sup>20</sup>. Dans un article du 16, intitulé *Souvenir du 14 juillet 1792* (?) – s'agit-il d'une coquille ou d'une erreur chronologique plutôt surprenante ? – le rédacteur, Réat, écrit : « Il y a 30 ans avant-hier que la Bastille tomba au pouvoir du peuple de Paris. Quelques détails sur cette grande journée, fille aînée de la Révolution et seurs sanglante des Trois jours de 1830 ne seraient pas sans intérêt et surtout sans moralité pour nos lecteurs ». Suit un récit des événements, puis une conclusion ironique sur cette journée du 14 juillet en commémoration de laquelle le pouvoir a élevé une colonne de 52 mètres de hauteur !

Si *Le Sud* est beaucoup plus discret en matière de rappel historique, en revanche, c'est dans *Le Sémaphore* qu'on trouve, en bas de la première page un « feuillet » où se manifeste un souci très louable d'enquête orale : « Encore quelques années et les témoins de ce grand drame qui commence au Jeu de Pomme (sic) et finit au 18 brumaire auront disparu. Il faut donc se hâter de recueillir ces témoignages dont la mort scellera bientôt la bouche qui les raconte. »<sup>21</sup>

Et le publiciste rapporte, une fois de plus, les souvenirs d'un ex-officier municipal jacobin et montagnard, membre du club de la rue Thubaneau, « à cette époque de sanglantes folies », mais « l'interview » est plutôt décevante, car il verse rapidement dans l'anecdote et l'intrigue sentimentale.

Cependant, une fois encore, un facteur imprévu bouleverse la politique quotidienne. Il s'agit de la tentative insurrectionnelle de Blanqui, Barbès et Martin Bernard<sup>22</sup>, les 12 et 13 mai 1839, à Paris, dont les détails sont relatés, peu à peu, avec quelques jours de retard, par la presse marseillaise. Aucun trouble ne se produit en province, où, tout de même, sont prises, à Marseille et à Toulon, des mesures de surveillance. *La Gazette du Midi* en profite pour accabler le pouvoir qui a profité de l'émeute pour former enfin, après, plus de deux mois, un gouvernement présidé par le maréchal Soult. De là à le soupçonner de provocation et en même temps d'incriminer le prince Louis-Napoléon Bonaparte, c'est faire d'une pierre deux coups !<sup>23</sup>

20. Le duc de Bordeaux, puis comte de Chambord (Henri V), né en 1820 (l'enfant du miracle).

21. *Le Sémaphore* du 31 juillet 1839, le doyen des quotidiens marseillais et l'organe des milieux d'affaires.

22. Un babouviste, un républicain et un robespierriste. Sur les journées des 12 et 13 mai 1839, cf. *Blanqui et les Blanquistes*, Société d'Histoire de la Révolution de 1848 et des Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle, chap. 5 : « L'insurrection de 1839 », par Claude Latta, pp. 69-85, Paris, 1984. On peut noter aussi, pour l'anecdote, l'arrestation des deux cochers du marquis de Dreux-Brézé, et la protestation de ce dernier, rapportées par *La Gazette du Midi* des 17 et 18 mai.

23. L.N. Bonaparte répondit depuis Londres, le 17 mai, par une lettre à la presse, qu'il n'était pour rien dans cette insurrection. Quelques semaines plus tard, il publiera ses *Idées napoléoniennes*. (cf. *Le Sud* du 10 août 1839).

Or, de nouveau, les caprices de la chronologie font que le procès des insurgés par la Chambre des Pairs s'achève le 12 juillet 1839. Seul Barbès est condamné à mort et Martin Bernard à la déportation à perpétuité<sup>24</sup>. Alors, le 13 et le 14 juillet, se produisent à Paris des manifestations d'ouvriers, d'étudiants, de démocrates qui, s'ils se démarquent, comme Armand Carrel et *Le National*, de la violence, défilent, dans la capitale, officiellement pour demander l'abolition de la peine de mort. Il s'agit, on s'en doute, d'obtenir la grâce de Barbès. Face à un « appareil formidable de troupes »<sup>25</sup> renforcé par la Garde Nationale, 4 ou 5.000 personnes se forment en cortège dans un Paris en « état d'alerte »<sup>25</sup>, mais ce 14 juillet se passe finalement sans effusion de sang et c'est le soir même que Louis-Philippe signe la lettre de grâce en faveur d'Armand Barbès. Si *Le Sémaphore* et *Le Sud* s'en réjouissent, *La Gazette du Midi* ne manque pas de relever « cette chose étrange : en 1839, la Cour des Pairs juge et condamne l'émeute alors que le pouvoir l'a glorifiée »<sup>26</sup>.

Mais l'opinion publique, et plus particulièrement à Marseille, se passionne davantage pour la question d'Orient où les troupes d'Ibrahim, fils de Mehemet-Ali, marchent sur Damas alors que l'on signale – au passage – quelques massacres à Beyrouth et que meurt brusquement le sultan Mahmoud...<sup>27</sup>

\*  
\*  
\*

Sans aller plus loin, qu'il nous suffise de rappeler, pour conclure, quelle fut l'importance de ces années charnières 1839-1840, toutes imprégnées de la mémoire révolutionnaire et de sa dérive napoléonienne.

Au-delà d'un événementiel toujours très chargé (retour des cendres, menace de guerre sur le Rhin, en 1840, où Thiers, historien de la Révolution et admirateur de l'Empereur, retrouve contre la France les coalitions de 1793, de 1814 et de 1815) se superpose une grand exaltation patriotique, littéraire et, plus particulièrement, historique. C'est à partir de cette époque, en effet, que s'amorce une floraison d'ouvrages consacrés à la Révolution française. Déjà, en 1839, les cours de Michelet et de Quinet attirent un public nombreux et passionné. Tandis que Buchez et Roux viennent d'achever leur monumentale *Histoire parlementaire de la Révolution française*, Cabet termine, à Londres, son *Histoire populaire de la Révolution* qui sera éditée à Paris en 1840.

Moins connue est *L'Histoire de la Révolution française depuis 1789*

24. On sait que Blanqui, alors en fuite, ne sera arrêté qu'un peu plus tard.

25. *Le Sémaphore* du 17 et du 18 juillet.

26. *La Gazette du Midi* du 16 juillet : il est sous-entendu, cela va sans dire, qu'il s'agit de la Révolution de juillet 1830.

27. *Le Sémaphore* du 17 juillet. Ce journal consacre quatre pages, en supplément spécial, à la question d'Orient dans son numéro du 24 juillet.

jusqu'en 1814, très robespierriste, publiée, en 1838, par Albert Laponneraye qui édite, du reste, deux ans plus tard, en trois volumes, les œuvres de Robespierre. Son nom a figuré pendant quelques heures sur la liste d'un gouvernement provisoire affichée par les insurgés du 13 mai 1839<sup>28</sup>.

Ainsi, tout un élan quasi-mystique, toute une symbolique sont en train de déboucher sur les grandes Histoires de la Révolution qui paraîtront jusqu'en 1848.

Cinquante ans plus tard, au contraire, c'est l'ouvrage de Taine, *Les origines de la France contemporaine* qui, dans un tout autre esprit, semble faire autorité. Mais, déjà, Aulard a créé la revue « La Révolution française », en 1881<sup>29</sup>, tandis que Georges Sorel commence sa réflexion sur *L'Europe et la Révolution française*.

En 1939, Pierre Gaxotte et Georges Lefebvre rivalisent déjà, depuis dix ans, dans les rééditions de leurs livres de synthèse sur la Révolution, mais le 1789 de Georges Lefebvre, qui paraît en 1939, est beaucoup plus engagé dans l'actualité<sup>30</sup> et connaît un grand succès national et international.

La recherche universitaire française, mais aussi étrangère, continue d'approfondir aujourd'hui, non sans controverses, d'ailleurs, encore, l'étude érudite de la Révolution, sous tous ses aspects. Mais ce qui nous paraît plus préoccupant, c'est l'immense décalage qui existe entre cette recherche de haut niveau et la braderie de l'Histoire de la Révolution dans les programmes des enseignements primaires et surtout secondaires. Finalement peut-être, seuls les élèves et les lycéens de 1939 auront le mieux appris « la Révolution ». Puissent ceux de 1989 être davantage sensibilisés par les manifestations du bicentenaire<sup>31</sup>...

Antoine OLIVESI.

28. Notons que Laponneraye mourut à Marseille en 1849 alors que, surveillé par la police, il dirigeait le journal *La Voix du Peuple* et était affilié à La Solidarité républicaine, société quasi-clandestine.

29. Et inaugure, en 1885, la première chaire d'Histoire de la Révolution à la Sorbonne.

30. G. Lefebvre est chargé, aussi, de coordonner, pour 1939, les travaux des comités départementaux de la Commission de recherche et, notamment, la publication des documents à caractère économique, alors que déjà s'élabore l'œuvre d'Ernest Labrousse.

31. Citons encore Lefebvre et sa conclusion de *Quatre vingt-neuf*: « Jeunesse de 1939 ! Entends la voix des ancêtres qui te parlent ! » Pour qui a connu Lefebvre, et son éloquence sonore et truculente, cette péroraison gagnait plus à être entendue, — précisément — que transcrite pour la lecture ! De nos jours, sans aborder une bibliographie de plus en plus abondante, signalons uniquement l'article de Maurice Agulhon dans *Magazine littéraire* (n° double 239-240, mars 1987) : « Le grand débat sur la Révolution française », pp. 53-54, et le n° 100 de la revue *L'Histoire* (mai 1987).